

Gauche

Alternative



Journal d'Ensemble-Isère

ISSN 0998 8467

Sommaire

Migrants : « Donnez-moi vos pauvres, vos exténués... » p.1

Le pourquoi de la grève des ATSEM p.3

Parole d'un élu d'Ensemble p.4

Bilan de mandat et enseignements du Conseiller Régional Rhône-Alpes Ensemble! p.6

La Creuse : comment éviter l'asphyxie ? p.7

Tout peut changer ; capitalisme et changement climatique p.9

Équateur : le schisme entre Correa et le mouvement social p.10

Calendrier p.16

Migrants : « Donnez-moi vos pauvres, vos exténués... »



« Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, qui en rangs serrés aspirent à vivre libres [...]. Envoyez-les moi, les déshérités, que la tempête m'apporte. J'élève ma lumière et j'éclaire la porte d'or ». (1)

L'émotion suscitée par la photo du corps d'un enfant kurde syrien sur le rivage turc, alors que sa famille tentait de rejoindre l'Europe par bateau, ne doit pas faire oublier les dizaines de milliers de migrants morts en mer ou par voie terrestre

depuis 2000. Un drame permanent généré par des guerres (Irak, Syrie, Libye...) que les États du Nord, notamment les États-Unis mais aussi la France, ont largement alimenté par leurs interventions et leurs ventes massives d'armes, et par l'échange économique et commercial inégal qu'ils imposent aux pays du Sud. Car il n'est pas question d'opposer les migrants « politiques » et les migrants « économiques », ni les migrants à venir et les migrants actuels – demandeurs d'asile, de séjour, sans papiers- qu'une politique d'asile et d'immigration rejette massivement dans le non-droit et l'exclusion la plus totale.

Numéro 154

Octobre 2015

Prix libre

Depuis de longues années, depuis août 1996 - comment oublier l'expulsion à coups de hache des familles sans papiers de l'église Saint Bernard, au nord de Paris, un certain 21 août 1996 – les associations de la société civile française militent pour une autre politique migratoire dans notre pays et dans le reste de l'Europe. Au lieu de montrer l'apport inestimable des migrants - humain, culturel, économique- et casser les idées fausses trop

longtemps tolérées, les pouvoirs politiques continuent d'ériger des murs pour que la forteresse Europe reste imprenable. Nous, militants aux côtés des migrants, continuons, avec les citoyen-ne-s, à compter les morts notamment en Méditerranée. Il y a deux années déjà, la catastrophe de Lampedusa (2) aurait dû nourrir l'indignation des citoyen-ne-s d'Europe et les inciter à faire pression massivement sur leurs gouvernements pour une toute autre politique migratoire. Mais rien ne s'est passé. Les morts ont continué d'affluer au cœur de notre mer. Il aura fallu que les dizaines de milliers de migrants en Hongrie rompent la digue et que la mort d'Aylan sur une plage de Turquie éclaire notre inhumanité pour qu'enfin les lignes bougent.



Pour une toute autre politique d'asile et d'immigration

Oui, il faut opter pour un accueil massif et financé par l'aide publique pour garantir sa pérennité. Accueil massif... très relatif, quand on sait qu'un petit pays comme le Liban accueille 1 200 000 exilés syriens pour une population de 4 millions d'habitants. Alors que François Hollande parle de l'accueil de 24 000 Syriens sur 2 ans ! En excluant les migrants « économiques », les Africains en général. On nous parle de tri pour parler d'êtres humains comme on parle de trier les déchets. On voudrait nous faire croire qu'il y a de bonnes et de mauvaises raisons de migrer. Au contraire ! Il nous faut affirmer haut et fort qu'aucun être humain n'est illégal. Il nous faut rappeler sans cesse la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui affirme dans son article 13 le droit de migrer comme un droit fondamental pour tout être humain. Nous faut-il rappeler que les migrants sont des êtres de droits ?

Les migrants et réfugiés d'hier – les Kurdes, les Chiliens, les Argentins, les Cambodgiens... - sont nos partenaires aujourd'hui. Hélas ! aujourd'hui 80% des demandes d'asile et de séjour sont refusées, au point qu'on peut estimer à au moins 500 000 le nombre de personnes, dont des familles avec enfants scolarisés, condamnés à être des sans papiers, sans aucun droit, souvent sans droit. Nous devons exiger – ce que ne demandent pas certaines associations qui en restent trop souvent au cas par cas - la régularisation massive des personnes sans papiers avec la délivrance pour tous/toutes d'une carte de séjour de 10 ans. Et la fermeture définitive des centres de rétention qui sont autant de prisons. Nous en sommes bien loin, nombre d'organisations politiques- parti socialiste et les formations de droite... et bien sûr d'extrême-droite - demandent la reconduction dans leur pays de tous les migrants économiques... Ce qui n'est pas le cas heureusement du PG, d'Ensemble, du PC, d'Europe Ecologie ou encore du NPA ou de Lutte ouvrière. Et comment passer sous silence les démantèlements – souvent violents - de camps, de bidonvilles, comme celui du métro de la Chapelle à Paris en juin dernier, rarement avec relogement, ou seulement partiel... et très rarement pérenne. Comment passer sous silence le démantèlement à Grenoble du bidonville Esmonin le 28 juillet dernier, démantèlement sous surveillance de 200 policiers, avec relogement d'à peine la moitié de la population du camp, et incarcération en centre de rétention de six habitants. Et comment ne pas dénoncer le sort réservé aux Roms dont beaucoup sont condamnés à l'errance, chassés en permanence des pauvres camps ou squats qu'ils essaient d'ouvrir après chaque expulsion. Un exemple terrifiant : la manifestation ouvertement raciste et xénophobe d'une centaine d'habitants de Saint Martin d'Hères début septembre pour forcer une famille, déjà expulsée à trois reprises, à quitter immédiatement la maison vide où elle s'était réfugiée. Les roms, ces boucs émissaires, ces victimes toutes trouvées, comme le dénonce le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Samedi 10 octobre se déroulera une grande journée solidaire, à l'initiative de la Cisem, de Migrants Isère et du Réseau Alerte intitulée : « Pour un accueil digne et solidaire de tous les migrants », avec un Forum inter-associatif de 10H à 15H (sans doute au Jardin de Ville ou au Parc Mistral : consulter le site du CIIP...), suivi d'une MARCHÉ jusqu'à la préfecture.

Des papiers et un toit pour tous/toutes... On en est loin, mais ce mot d'ordre doit nous guider en permanence dans nos actions solidaires avec les migrants.

Jo Briant

Extraits d'un poème écrit en 1883 par Emma Lazarus, fille d'une famille de juifs portugais

Le 3 octobre 2013 500 Africains périrent suite à un naufrage collectif près de Lampedusa (Sicile)

Le pourquoi de la grève des ATSEM

À la rentrée de septembre, les ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Écoles Maternelles) de Grenoble se sont mises en grève. Pour comprendre les raisons de cette grève, « Gauche Alternative » donne la parole à « Doudou », ATSEM, syndiquée à Solidaire et à Denis Bagarry, délégué SUD-collectivité territoriale de l'Isère.



Gauche alternative - En quoi consiste le travail des ATSEM ?

Doudou – Nous sommes à la disposition des institutrices d'écoles maternelles. Nous les aidons pour l'accueil des petits, dans leur déshabillage, dans leur passage aux toilettes, dans toutes les activités qu'ils font dans la matinée. Nous prenons les enfants en charge le temps du midi. Nous avons aussi la charge de la sieste avec l'enseignant pour l'endormissement. Après le réveil, nous devons encore assurer un atelier à faire (jeu ou graphisme). Depuis la réforme des rythmes scolaires, une fois par semaine, nous devons assurer l'animation entre 16 h et 17 h30 : nous prenons les enfants en charge.

Cela signifie-t-il que vous devez assurer plus d'heures qu'auparavant ?

Doudou – En fait, nous n'assurons toujours que 9 heures de travail par jour mais nous avons davantage de boulot. Nous n'avons qu'une demi-heure de pause en milieu de journée.

Combien d'heures travaillez-vous par semaine ?

Doudou – 39 h 30. C'est épuisant !

Denis – Le temps de travail des ATSEM et agents d'entretien des écoles est annualisé. Cela à partir d'une base commune à tous les personnels de la ville de 35 heures par semaine. Mais avec les congés scolaires pour atteindre leur taf annuel d'heure, ils leur manquent des heures. Ainsi, durant les congés scolaires d'été, elles

doivent travailler 18 jours où elles font les grands ménages : nettoyage des sols, du mobilier, des jeux...

Pourquoi les ATSEM de Grenoble ont-elles fait grève à la rentrée scolaire de septembre dernier ?

Doudou – L'ancienne municipalité avait fixé l'échéance de 2015 pour doter d'une ATSEM chacune des classes de maternelles, et ce ne fut pas le cas. Il manque encore 18 postes. Dans mon école, nous sommes toujours deux ATSEM pour trois classes. Certes nous avons un « renfort ». Alors que les années précédentes nous l'avions pour l'année entière, cette année nous ne l'avons que pour trois mois !

La grève a été menée de pair avec les agents de ménage des écoles qui, eux, ont des problèmes de remplacement.

Y a-t-il eu ou non davantage de postes cette année ?

Denis – Comme il y a eu 5 classes maternelles ouvertes, autant de postes d'ATSEM ont été créés.

Combien de jours avez-vous fait grève ?

Doudou – Nous avons fait trois jours de grève

Quels sont les syndicats qui appelaient à la grève ?

Doudou – Il y avait tous les syndicats : FO, SUD, CFTC, CFDT et CGT.

Dans quelle mesure le mouvement a-t-il été suivi ?

Denis – Selon la municipalité, il y a eu un taux de grévistes de 30%. Il faut ajouter qu'un certain nombre d'agents, très attachés au bien être des tout petit, n'ont pas voulu faire grève le jour de la rentrée des classes car cela leurs paraissaient extrêmement perturbant pour les parents et les enfants.

Avez-vous mené d'autres actions que la grève ?

Doudou – Nous avons fait beaucoup d'assemblées générales.

Y avait-il du monde ?

Doudou – oui, car c'était des réunions organisées par la mairie, prises sur le temps de travail.

Denis – Avant la grève, les syndicats ont eu de nombreuses rencontres avec la municipalité.

N'y aurait-il des problèmes pour les ATSEM que dans la commune de Grenoble ?

Doudou – L'organisation du travail est différente selon la commune car c'est le Maire qui en décide. Par exemple, à St-Martin d'Hères, les ATSEM ne font pas de ménage ni de récréatif, cependant elles finissent le travail à 17 heures.

Cela signifie-t-il que les problèmes ne sont qu'à Grenoble ?

Doudou – Je crois que la commune de Grenoble est la pire. Ils sont en train de nous épuiser.

Cela signifie-t-il que dans les autres communes, il y a une ATSEM par classe ?

Doudou – Pas dans toutes

Denis – Il y a eu au mois de mai et juin un mouvement sur la commune d'Echirolles : les ATSEM faisaient une heure de grève par jour et bloquaient ainsi les cantines. Ce mouvement a eu beaucoup d'impact.



Pensez-vous qu'il y a un lien entre le problème des ATSEM et la diminution des dotations de l'État aux collectivités locales ?

Denis – Il n'y a pas un lien direct. Certes, les baisses de dotations obligent les maires à revoir leur budget, mais ils conservent des marges de manœuvre. Par exemple, les espaces publics de Grenoble (voiries, places publics, jardins, etc. ...) ont fait l'objet de grandes dépenses ces

10 dernières années. Il est temps d'investir dans le personnel municipal. M. le maire annonce 66 million d'euros d'investissement pour la construction des nouvelles écoles ces 3 prochaines années mais pour l'instant 0 centime pour les personnels de ces futures écoles.

Doudou – On met toujours l'argent dans ce qui est visible, et nous les agents, nous passons en dernier.

Quelles seront les conséquences de la non-satisfaction de votre revendication ?

Doudou – Il y a de plus en plus d'arrêts maladie. Nous sommes épuisées. Ça repose toujours sur celles qui sont encore là.

Comment ça se passe quand il n'y a pas une ATSEM par classe ?

Denis – Celles qui restent dans les écoles sont obligées de se partager en plusieurs classes. Elles sont alors obligées de courir d'une institutrice à l'autre. On en a même vu une qui devait s'occuper de trois classes. D'où un surcoût d'activité qui mène à un épuisement et rend malade. On assiste à un absentéisme énorme dans les écoles.

Doudou – S'il manque une ATSEM, les institutrices ne vont pas alléger pour autant notre travail.

Avez-vous quelque chose à rajouter ?

Denis – L'insatisfaction grandit. On ne peut pas se satisfaire de réponses comme celles que l'on a eues. La petite enfance a avant tout besoin de personnels, d'humain pour son éducation. Les parents et les instits sont de notre côté. D'autres actions sont d'an l'air.

Parole d'un élu d'Ensemble

Guy Tuscher, élu à Grenoble analyse la situation des élus d'Ensemble au sein de cette municipalité.

Gauche alternative - Comment se situe le sous-groupe Ensemble dans le groupe « Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Ecologistes » du Conseil municipal de Grenoble ?

Guy – Nous faisons vraiment partie de la majorité municipale. Nous avons une répartition d'élus qui convient à notre force politique et à notre forte implication dans la campagne électorale.

As-tu le sentiment que vous formez ou non un sous-groupe ?

Formellement absolument pas, mais nous, élus d'Ensemble, nous avons senti l'impérieuse nécessité de discuter régulièrement entre nous. Politiquement, nous pensons que c'est indispensable. Parfois d'autres élus de la majorité y participent.

Quant vous êtes en désaccord avec votre groupe, comment l'exprimez-vous ?

Dans les réunions plénières (à 42) du groupe « RCGE » chaque semaine, notre expression n'est pas limitée. En

revanche, en ce qui concerne la communication à l'extérieur, nous nous limitons à celle du groupe. Les élus d'Ensemble n'ont pas de communication propre.

Mais est-ce qu'il vous arrive d'exprimer vos désaccords par votre vote, soit au sein de votre groupe, soit au sein du Conseil municipal ?

Très rarement au sein du groupe puisque le mode opératoire est le consensus. Le vote intervient en dernier recours, lorsque nous n'arrivons pas à le trouver.

Avant l'élection, il a été décidé que les votes au Conseil municipal pouvaient ne pas être toujours unanimes (votes différenciés). Cependant, nous nous sommes aperçus que la seule fois où nous nous le sommes permis (avec 2 membres d'une autre tendance politique) cela a provoqué un fort questionnement à certains. Il nous a été reproché de mettre en danger la cohésion. Nous, nous avons trouvé que l'explication publique donnée des raisons de notre différenciation n'était pas satisfaisante.



Il faut trouver un équilibre entre la possibilité de l'expression de désaccords (dont les arguments doivent être compris par les citoyens) et le fait d'être rassemblés en un seul groupe et ne pas porter le flanc aux oppositions qui n'attendent que notre division.

Que penses-tu de l'alliance qu'a été signée avec le PS au niveau de la Métropole ?

Nous avons recherché à faire passer au niveau de la métropole notre programme municipal. L'accord a pu se faire d'autant plus facilement avec le PS (et le PCF et les petites communes) qu'ont été repris quasiment tous nos thèmes. La question est de voir quel en est son application.

En ce qui concerne les transports public, ce n'est pas le programme du Rassemblement, à savoir la gratuité pour les 18-25 ans, qui est appliquée au niveau de la métropole.

La question de la gratuité n'est pas qu'un problème métropolitain. Cette question est en effet cogérée avec le Conseil départemental. L'application du programme est très problématique.

Quelles sont les conséquences de la forte diminution des dotations de l'État sur les collectivités locales, notamment sur la commune de Grenoble ?

Les conséquences sont énormes : sur le fonctionnement, les subventions, les investissements. Nous nous sommes rendu compte que les finances de la ville étaient déjà dans un état plus que tangent. Les diminutions des dotations de l'État aggravent considérablement la situation. Quand on est en gestion, on est obligé d'envisager des choix contraires à notre idéologie, à nos principes, et si nous nous sommes présentés aux élec-

tions municipales, c'est bien pour être en gestion. Nous devons donc assumer. Pourtant l'essentiel à mes yeux est l'explication et la compréhension que doit en obtenir la population. Il faut montrer la motivation politique de nos choix budgétaires, parler des conséquences de ceux, nationaux et européens auxquelles la commune est totalement soumise. Malgré l'austérité, qui est bien le problème et non la solution, il faut montrer que notre équipe applique concrètement un projet d'avenir pour la ville. Oui, dans l'adversité, nous changeons des choses.

Que penses-tu de la récente grève des ATSEM et de leurs revendications ?

Le travail des ATSEM est indispensable dans les maternelles. L'objectif d'une par classe répond à un réel besoin. Mais dans ce contexte budgétaire, on n'arrive pas à l'atteindre immédiatement. A chaque ouverture de classes, la municipalité embauche du personnel pour celles-ci et une quarantaine devra être ouverte d'ici 2020 ! Je constate que le problème essentiel réside dans le remplacement qui est difficile à gérer. En tant que représentant du maire dans les Conseils d'école je vois que les principales plaintes portent sur ce sujet. Les remplacements parfois aléatoires posent de réelles difficultés dans l'organisation de l'équipe pédagogique.

Quel furent pour toi les meilleures mesures prises par l'équipe municipale depuis son avènement à la tête de la commune ?

Il y en a de très symboliques comme la suppression de la publicité dépendant de la municipalité. Il y a tout ce qui concerne la participation citoyenne, les budgets participatifs, le plan école, la préservation des budgets sociaux, les Conseils citoyens indépendants... Ceux-ci sont radicalement différents des anciens Conseils consultatifs de secteur qui étaient coprésidés par un élu. Les projets de végétalisation de la ville avancent, même si le timing et l'importance se heurte également à l'austérité.

Comment vois-tu l'articulation entre les élus d'Ensemble et les militants de base pour changer la société ?

J'estime qu'en démocratie représentative, la première obligation de l'élu doit être de rendre compte à son mouvement et aux citoyens. Acceptons que l'action des élus soit critiquée par les membres de l'organisation à laquelle ils appartiennent. De plus, élu, je reste aussi un citoyen et un militant, l'action politique ne se limitant pas à l'action municipale. Il y a nécessité de rester en contact avec tous les mouvements sociaux existant et les grands débats mis sur la place publique comme celui sur la gratuité des transports publics. L'articulation doit être permanente.

Bilan de mandat et enseignements du Conseiller Régional Rhône-Alpes Ensemble!

Aux régionales de 2010 notre liste Front de Gauche a fait un score de 6,31% ; EELV : 17,80% et le PS : 25,40% .L'accord de 2^o tour avec le PS/PRG et EELV nous a permis de montrer une unité à gauche face à la droite unie (26,39% au 1^{er} tour et 34,02% au 2^{eme}) et au FN (14% au 1^{er} tour et 15,23% au 2^{eme}) et surtout d'obtenir 11 élu-e-s dans un Groupe indépendant Front de Gauche (1 Syndicaliste, 7 PC, 2 PG et 1 Ensemble !(ex-GU). Nous n'avons pas signé le programme de mandature PSEA¹/ PRG et EELV (ces derniers étant le 2^{ème} Groupe avec 38 élu-e-s et 6 Vice-présidents dans l'exécutif régional) car notre positionnement pour le 2^o tour dans une liste fusionnée ne relevait pas d'un accord de programme mais d'un accord politique et démocratique même si le choix d'intégrer les exécutifs était libre (2 élu-e-s PC de notre Groupe sont dans l'exécutif). Nous avons su gérer jusqu'à ce jour cette diversité et les tensions inévitables à travers des votes différenciés car ils ne remettaient pas en cause notre orientation de fond partagée dans le cadre de « l'Humain d'Abord ». Ces votes différenciés exprimaient deux types de désaccords :

- Des désaccords circonscrits concernant la politique publique de l'exécutif régional dominé par le PS. Exemples : je me suis opposé au financement régional de projets inutiles concernant le Lyon-Turin ou le Center-Parcs de Roybon ou à des aides aux grandes entreprises sans garantie d'efficacité économique, sociale et environnementale comme les 25 millions de subvention à la STM Electronics de Crolles (38) dans le cadre du plan Nano 2017. (Votes conjoints avec mes deux camarades du PG)

- Des désaccords plus substantiels à chaque vote annuel du budget régional où je fus le seul conseiller sur les 157 à m'être abstenu en 2010 ; rejoint dans ce positionnement d'abstention par mes 2 camarades du PG depuis 2011. Les autres élu-e-s PC et le « non encarté » votant pour. Ces votes budgétaires sont le reflet de positionnements politiques de fond en discussion dans notre Groupe comme dans le reste de la gauche de transformation sociale et écologiste (pour le vote du budget 2015, 1/3 d' EELV a voté contre et 2/3 pour...) quand à l'accélération d'une situation politique inquiétante et d'une trajectoire du PS qui ne l'est pas moins. En effet, la politique d'austérité néolibérale et productiviste et les positions droitières assumées de plus en plus ouvertement par le PS depuis 2012 nourrissent le vote FN, une droite revancharde, la colère mais aussi la désespérance populaire.

¹ Parti Socialiste Écologistes et Apparentés

Tout le groupe Front de Gauche uni, a aussi porté des combats essentiels dans l'institution et en dehors en lien avec les mobilisations sans lesquelles un élu est peu de chose et dans lesquelles j'ai pris ma place en tant qu'élu Ensemble ! du Rhône :

- Sur l'urgence liée à l'emploi,

Exemples pour l'emploi sans le Rhône : Center – Motor ex SITL, ex Fagor Brandt à Gerland , Kem One dans la Chimie, Cheminots de la Part-Dieu , SAMADA Val de Saône, filiale de Monoprix (répression antisyn-dicale) , Facteurs de Meyzieu... J'ai pris ma place dans ces mobilisations en tant qu'élu Régional et rencontré des militants et responsables syndicaux individuellement où en groupe.

Mais sur l'aspect « imposer des solutions alternatives » : grandes difficultés pour construire le rapport de forces avec les salariés et leurs Organisations Syndicales.



Armand Creus

Exemple en Isère : les salariés de STM Electronics et leurs OS ont un projet alternatif à celui imposé par la Direction dans le cadre du programme « NANO 2017 ». Il en est de même pour le projet porté par les Kem One et les Center Motors. Ils n'ont pas pu être portés comme des enjeux d'intérêt général auprès de la population avec l'aide des pouvoirs publics dont le Conseil régional.

Nous avons à travers l'adoption d'une « Charte d'Engagements Réciproques » élargi le principe de condition-

nalité à des critères sociaux et environnementaux pour le versement des aides de la Région aux entreprises, même si la mise en pratique reste laborieuse.

- **Sur le logement social et l'hébergement d'urgence :**

Notre groupe a mené bataille pour que la Région n'abandonne pas « l'aide à la pierre » - même avec des moyens limités - au profit d'une autre priorité : l'important chantier de la rénovation Thermique des bâtiments ... mais la construction de logements sociaux est aussi une priorité. Nous nous sommes positionnés pour ne pas opposer ces deux priorités. Je me suis efforcé d'être présent dans le maximum de mobilisations contre les expulsions sans relogement digne auprès des intéressés et des associations qui les soutiennent (CLASSE, RESF, CIMADE, MDM, LDH, MRAP ...)

- **Sur les urgences pour la jeunesse**

Devant faire des choix, j'ai mis l'accent sur le soutien aux lycéens et apprentis sans papiers et leurs familles au nom du respect du droit fondamental à l'Education et de la protection de la jeunesse. Notre Groupe Front de Gauche (s'honore d'avoir été à l'origine d'une délibération du CR (Conseil Régional) votée par toute la majorité de gauche (PSEA PRG EELV FDG) en 2011 pour les mettre sous la protection des élus du CR et pour soutenir les associations leur venant en aide dont RESF, la CIMADE, la FCPE ... Par contre la mise en œuvre pratique de cette décision a été longue, laborieuse et mobilisé beaucoup d'énergie. En effet, chaque élu est renvoyé à « ses cas », sans coordination et vision d'ensemble et il aura fallu quatre ans pour qu'une plaquette en direction des jeunes scolarisés sans-

papiers, réalisée par RESF la FCPE et la CIMADE avec financement de la région conformément à la délibération de 2011 voie le jour pour cette rentrée! C'est une grande « première » nationalement qui peut inspirer d'autres Conseils Régionaux.

Sur l'Ecologie et les Services Publics

Nous avons mené bataille pour le maintien et le développement des services publics : de la non fermeture du Lycée Mounier à Grenoble au service public ferroviaire (TER et SNCF) pour le maintien des « Comités de ligne » et contre la libéralisation/privatisation. Sur la formation professionnelle et continue tout au long de la vie, dans un contexte de bouleversement législatif, nous avons mené des actions (soutien aux salariés et syndicats de l'AFPA, des Greta...) et fait des propositions (Ex : choix du « mandatement » pour le Plan Emploi Formation) pour qu'elle ne soit pas « marchandisée » et s'inscrive dans le cadre d'un vrai service public national.

J'ai contribué aussi à la prise en compte et au financement par la Région du projet d'Habitat Coopératif « Chamarel » à Vaulx en Velin en lien avec l'Association et des militants de terrain ; empêché la subvention régionale au projet de la Halle de la Martinière à Lyon version « grande distribution » et soutenu le projet associatif et circuit court « Halles Mart' » en lien avec l'association du 1^{er} arrondissement de Lyon et des habitants ; soutenu l'action de squat culturel/jardin partagé de l'Association « La Ruche » également à Lyon 1^{er}. Bilan plus complet : bilan-fgra.over-blog.com/

Armand Creus

Conseiller Régional Rhône-Alpes Ensemble!

La Creuse : comment éviter l'asphyxie ?

La balade sur le plateau de Millevaches

Mon séjour en Creuse a commencé par des promenades à pied sur le plateau de Millevaches aux alentours de Crocq. Le pays, ondulé, est divisé en petites parcelles de forêts, de cultures de céréales et de quelques prés broutés par des vaches ; l'ensemble formant un damier. Sur des routes étroites et sinueuses on rencontre des hameaux mais quasiment pas de village. Cependant, aucune maison ne tombe en ruine. Les vieilles personnes meurent les unes après les autres et les jeunes partent ; si bien que le pays se vide. Telle secrétaire de mairie nous a confié que la commune sur laquelle elle travaillait a vu en 20 ans sa population chuter de 200 à 150 habitants. Comme dans d'autres communes, l'école d'un seul tenant avec la mairie est fermée. Si des personnes s'installent dans la région pour jouir de la nature ou pour reprendre un café-restaurant, certaines



d'entre elles déchantent. En effet, la vie culturelle est nulle et les clients du café-restaurant trop rares.

La baisse des dotations de l'État aux collectivités locales n'arrange rien. La secrétaire de mairie nous a expliqué que, vu le niveau de vie de la population, la municipalité ne peut pas se permettre d'augmenter les impôts locaux pour compenser cette baisse. Si bien qu'elle ne peut plus embaucher pour faire les travaux communaux ; ces derniers étant désormais accomplis bénévolement par les conseillers municipaux !

À Aubusson, j'ai pu voir des librairies intéressantes ainsi que des affiches montrant une contestation écologique : contre l'ouverture d'une mine d'or et contre le projet de ferme-usine à la Courtine.

Le rassemblement de Guéret

La seconde partie de mon séjour dans la Creuse a consisté en ma participation au rassemblement des 13 et 14 juin à Guéret pour la défense des services publics. Ce rassemblement faisait suite à celui qui eut lieu dix ans plus tôt sur le même thème. Il a consisté en des forums, des stands, une manifestation de rue et des concerts.

Si Guéret fut de nouveau choisi comme lieu de rassemblement national c'est bien parce que le département dont elle est la Préfecture est particulièrement touché par la dégradation des services publics. De nombreux témoignages lors des forums ont abondé dans ce sens, notamment en matière de santé, où l'on ferme, les uns après les autres, les services de proximité et où l'on réduit le personnel. De plus, on précarise ce dernier : au niveau national, 30% du personnel de la fonction publique hospitalière est précaire. Il a été dénoncé le fait que les médecins ne voulaient pas venir exercer dans la Creuse ; ceux-ci n'y trouvant pas une qualité de vie à leur convenance. Les Maisons de santé, créées pour tenter de remédier à cette pénurie, ont été qualifiées de structures balbutiantes. Le désert sanitaire qui s'instaure a de graves conséquences sur la santé des gens : on compterait nationalement chaque année 18 000 morts dus à l'éloignement ou à l'encombrement des centres de soin. Les infirmiers de l'AP-HP² ont fait part de leur lutte pour le maintien des 35 heures ; chacun étant conscient que la tentative de remise en cause des 35 heures dans cet hôpital-ci est un test avant la généralisation. A été vilipendée la baisse des crédits alloués à la santé publique (3 milliards d'euros pour les trois prochaines années, soit 50 € par habitant) qui asphyxient les hôpitaux.

Le second service public malmené dans la Creuse est le chemin de fer. Les projets de fermeture totale des lignes Bordeaux-Lyon et POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) visent particulièrement la Creuse. Elles entrent dans le plan global de la SNCF de laisser tomber le Massif central, notamment les lignes

transversales. Pour arriver à la fermeture de lignes, la stratégie de la SNCF est de nous faire éviter de les emprunter par le biais de son information électronique tronquée. Ainsi, quand j'ai cherché à acheter mon billet Guéret-Grenoble à un guichet automatique, celui-ci me faisait passer par Paris, alors qu'à une heure de départ proche il était possible de passer par le centre de la France en mettant deux heures de moins et en payant nettement moins cher ! Et ensuite, la SNCF a beau jeu d'affirmer que ces lignes sont inutilisées, donc bonnes à fermer !



Beaucoup d'autres sujets ont été abordés : la néfaste baisse des impôts sur les riches, le dangereux TAFTA³, l'Europe libérale, la situation en Grèce ou en Espagne.

Dans les débats, si les noms d'Hollande et de Vals n'étaient pas prononcés, ils étaient souvent sous-entendus. Souvent, les élus locaux ont été considérés comme des relais potentiels du mouvement revendicatif. La mairie de Guéret, bien que de même tendance politique que le Président de la République, a bien soutenu par ses services le rassemblement.

Les débats se sont clos par la lecture, en séance plénière, de « l'appel de Guéret » qui fut une très bonne synthèse des débats et qui fut longuement applaudi.

Les stands des organisations syndicales, politiques et associatives permettaient de compléter l'information et les échanges.

La CGT a été l'organisation qui a le plus mobilisé pour ce rassemblement. Les autres organisations bien présentes étaient Solidaire, la FSU, le PC, le PG, Ensemble ! et secondairement le NPA, EELV, ATTAC, le PCOF et la Confédération paysanne. Des cars provenaient de différents coins de France. Parmi les participants, force est de constater la faible participation des jeunes et des chômeurs. En revanche, la parité sexuelle était très satisfaisante.

² Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

³ Partenariat transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne

C'est le samedi 13 après-midi qu'a eu lieu la manifestation dans les rues de Guéret. Selon moi, nous étions environ 8 000. Les banderoles et les drapeaux étaient nombreux. Sur l'une des pancartes était écrit : « 2005 des boules de neiges. 2015 des pavés ? » ; la manifestation de 2005 s'étant déroulée sous la neige avec la présence du député François Hollande.

L'ambiance du rassemblement de Guéret version 2015 a été très conviviale. Aussi bien dans les forums que lors des repas, on échangeait facilement avec ses voisins que l'on ne connaissait même pas. Ce genre de rassemblement est aussi l'occasion de revoir fortuitement des personnes que l'on n'avait pas vues depuis des lustres. Au cours des forums je n'ai vues aucune empoignade. Le fait que le temps de chaque intervention était

très limitée a permis à un grand nombre de personnes de s'exprimer. Ce qui n'a pu qu'enrichir les débats.

Au niveau pratique, l'organisation a été remarquable grâce à l'équipe organisatrice locale qui a été applaudie plus d'une minute en séance plénière, mais aussi grâce au fait que chaque participant mettait la main à la pâte sans qu'on lui ait demandé. L'organisation prévoyait aussi l'hébergement. Ainsi, j'ai été logé chez l'habitant : dans une colocation de professeurs des écoles stagiaires. Ici aussi, les relations ont été très conviviales.

Juin 2015

Jean-François Le Dizès

Critique littéraire

Tout peut changer ; capitalisme et changement climatique

Naomi KLEIN est une journaliste canadienne, elle est l'auteur de No Logo, La tyrannie des marques, la stratégie du choc, La montée du capitalisme du désastre



Le point de départ de cet ouvrage est la thèse du changement climatique d'origine anthropique (GIEC⁴), la question posée : quel est le lien entre capitalisme et changement climatique et pourquoi tant d'inaction face à la perspective d'une réalité de montée des températures de plus de 2 degrés avec les conséquences que l'on connaît. La réflexion de Naomi KLEIN est d'ordre moral et politique ; les milieux conservateurs libéraux nord américains pensent que cela sera une bonne affaire et une occasion de s'enrichir car eux se mettront à l'abri

par des digues, comme ils le font déjà à New-York ; les pauvres et les pays du sud ne pourront pas le faire, seront dévastés et cela d'autant plus que les pays du Sud sont le plus touchés par les inondations, les sécheresses, la baisse des récoltes, les épidémies....

Cela sera une occasion de reconstruire la suprématie des États-Unis et des pays du Nord sur les pays émergents.

Face à cette perspective, nous dit Naomi KLEIN , trop de gens ont adhéré à l'idéologie du TINA⁵ qui nous a insufflé de manière insidieuse l'idée que nous ne valons fondamentalement pas la peine d'être sauvés; or cela nous renvoie à une image déformée de nous mêmes, êtres bourrés de contradictions , "notre cupidité cohabite avec l'empathie et la solidarité". L'anthropologue Françoise Héritier interviewée le 23/09 sur FC⁶ disait que l'homme était une espèce bizarre, intelligente mais vouée à disparaître qui tuait pour tuer les membres de son espèce contrairement aux animaux qui tuent pour se nourrir, ce qui ne l'empêche pas d'être remplie de joie face à la magnificence de la nature.

Les environnementalistes de leur côté ont échoué car ils pensent que la question du climat n'a rien à voir avec la gauche et la droite et se sont contentés de la politique des petits pas.

Donc pourquoi tant de déni?

"c'est parce que les politiques à mettre en œuvre sont fondamentalement incompatibles avec le capitalisme

⁴ Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution de climat

⁵ "there is no alternative" Thatcher

⁶ France-culture

dérèglementé (cf p.30), les mesures à mettre en œuvre sont une grave menace pour la minorité qui a la haute main sur l'économie, la sphère politique et les grands médias".

"Nous sommes emprisonnés, physiquement, politiquement et culturellement or nous devons tirer partie de la peur ... en tentant de construire un monde à la hauteur de nos rêves. Pourrons- nous y parvenir ? Rien n'est inéluctable".

Naomi KLEIN développe ensuite beaucoup d'exemples de luttes et d'expériences locales qui montrent qu'il y a des milliers de combats et de tentatives d'organiser la vie autrement mais qu'elles sont partielles.

Ce livre est écrit dans le contexte nord-américain mais la réflexion globale nous concerne et l'échec des politiques menées jusqu'à présent ou leur faiblesse doit nous interroger, car par delà la question de l'origine anthropique ou non du réchauffement climatique, le saccage de la planète et des hommes par l'organisation économique et politique actuelle à l'est et à l'ouest, au nord et au sud ne peut que nous inciter à trouver une autre voie

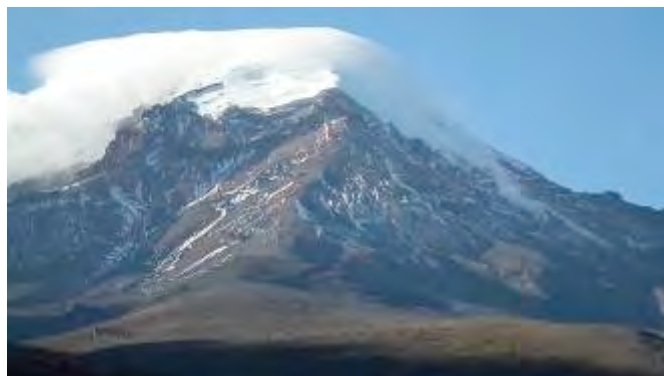
Noelle Thorent

"Tout peut changer, capitalisme et changement climatique" de Naomi KLEIN chez Actes Sud mars 2005, 24.80 €

Équateur : le schisme entre Correa et le mouvement social

J'ai traversé en scooter l'Équateur qui est deux fois et demie plus petit que la France. En grim pant sur la Cordillère des Andes j'ai pu notamment approcher ses volcans toujours en activité. Si j'ai aussi traversé les plaines côtières, je ne suis pas allé en Amazonie. À Quito j'ai participé au séminaire consacré aux « problèmes de la révolution en Amérique latine » et j'ai pu rencontrer différents dirigeants du mouvement social.





Le volcan Chimbozoro

Le réveil indien

Jusqu'en 1978, du fait que les analphabètes n'avaient pas le droit de vote, la quasi-totalité des Amérindiens étaient exclus de la vie politique. Or l'Équateur est un pays très marqué par l'indianité. Si seulement 7%* des 15 millions d'Équatoriens[#] se classent eux-mêmes « Indiens »*, 72% se disent « métis »*. Par ailleurs, 15% se déclarent afro-descendants*.

Si les premières organisations indiennes se constituent à la fin des années 1970, leur première grande action ne date que de 1990 : elle a consisté en des barrages routiers établis dans l'ensemble du pays. Elle a permis aux Amérindiens de relever la tête. En janvier 2000, le mécontentement populaire grandissant à cause de la politique économique libérale menée par les gouvernements successifs, la « Commune de Quito », dont les Amérindiens ont été à la pointe, a renversé le Président de la République Mahuad. En avril 2005, rebelote : le mouvement social renverse le président Gutiérrez.

L'avènement de Correa au pouvoir

C'est dans la continuité de ces mouvements qu'intervient, en 2006, l'élection de Rafael Correa à la présidence de la République sur la base d'un programme opposé au libéralisme économique et favorable à l'indianité. Suivant le même processus que Chavez au Venezuela et que Morales en Bolivie, Correa fit rédiger une nouvelle Constitution qui allait dans ces sens-là. Très progressiste, cette Constitution fut adoptée par référendum en 2008 à raison de 64% des voix*.

Ainsi, au début de sa présidence, Correa pratique une politique fidèle à son programme et donc favorable aux couches défavorisées. En cela il a été aidé par la très forte augmentation du prix du pétrole survenue en 2007-2008, l'énergie constituant en 2013 51% des recettes de l'État*. Le montant des « bonos », qui sont des allocations versées mensuellement aux

pauvres (un million de personnes[▼]), a beaucoup augmenté, passant de 15 à 50 \$[■] (le dollar étant la monnaie équatorienne depuis l'an 2000). Ainsi, en zone rurale, où vivent l'essentiel des Indiens, le pourcentage de pauvres a bien baissé, passant de 61% en 2006 à 41% en 2013[•]. L'ensemble des dépenses sociales ont beaucoup augmenté, passant de 16% du PIB sur la période 2001-2006 à 29% sur celle allant de 2007 à 2012*. Au niveau économique, Correa créa différentes entreprises publiques : au nombre de 24, elles concernent le pétrole, les mines, les télécommunications, l'électricité, la pharmacie, le ciment... Correa refuse de rembourser une partie de la dette de l'État, contractée par ses prédécesseurs auprès du FMI. Par souci écologique, il propose de ne pas exploiter les ressources pétrolières du parc national de Yasuni (Amazonie) moyennant une compensation financière internationale.



Une agriculture duale

L'économie de l'Équateur demeure dominée par le secteur primaire : 80% des exportations du pays proviennent de ce secteur^{•7}. L'agriculture offre 2,5 fois plus d'emplois que l'industrie*. Mais elle a deux aspects : une agriculture industrielle et une agriculture paysanne. La première consiste essentiellement en les latifundia de la plaine côtière. Sur ces grands domaines poussent des cacaoyers, des palmiers (comme agro-carburants), de la canne à sucre et surtout des bananiers. Les bananeraies peuvent appartenir à des particuliers, à des multinationales ou à l'État. En leur sein, j'ai remarqué des « campamentos » précaires où vivent les ouvriers agricoles. L'agriculture moderne comprend aussi des élevages industriels de poulets situés dans les zones tempérées que constituent les premiers versants des Andes. Au-delà de cette hauteur, on a affaire à une agriculture paysanne de montagne, essentiellement pratiquée par des Indiens. Cette situation duale donne lieu à des inégalités foncières extrêmes : d'un côté, les propriétés de plus

⁷ Chiffres de 2012

de 50 ha, qui sont aux mains de seulement 2,9% des propriétaires agricoles, couvrent 61% des terres agricoles[•]. De l'autre côté, les propriétés de moins d'un hectare, qui appartiennent à 68% des propriétaires, ne représentent que 0,8% de ces terres[•]. Pour ce qui concerne l'eau d'irrigation, l'agriculture industrielle s'est également appropriée la part du lion : 63% de l'ensemble de ces eaux[•].

La vie des paysans indiens

Les Indiens vivent beaucoup dans les régions montagneuses. Généralement ils n'habitent pas dans les vallées car celles-ci, formant des gorges, sont trop étroites ; ils vivent sur les hauts versants des montagnes les moins pentus, et ce jusqu'à 3 500 m d'altitude. Sur des parcelles minuscules, dont l'ensemble constitue un damier, ils utilisent des techniques traditionnelles ; j'en ai vu labourer avec un cheval et un araire. Pratiquant beaucoup l'élevage bovin, j'ai pu en voir, de bon matin, avec leur pot au lait attendre, le long de la route, le passage du laitier. Vivant de façon relativement en marge du reste de la société équatorienne, ils conservent leurs propres langues et leur mode de vie : port de chapeaux traditionnels, hommes à queue de cheval. En mobilisant tous les membres de leur famille, du plus jeune au plus âgé, les Indiens travaillent hardiment. Ainsi, ils parviennent à se payer des téléphones portables, voire des automobiles. Ils me sont donc apparus moins pauvres que leurs confrères de Bolivie que j'avais vus en 2007. Cependant, ils demeurent parmi les plus pauvres de leur pays : si la population équatorienne compte 18%[•] de dénutrits, chez les Indiens ce taux monte à 40%[•]. Alors qu'elle compte en Équateur 7% d'analphabètes*, ce taux atteint 20% chez les Indiens*. À noter que les zones rurales sont très bien desservies par un intense réseau de bus bon marché. En revanche, le réseau routier, qui est de bonne qualité, est payant.

Des villes marchandes

Si le panier de la ménagère (pour quatre personnes) a été calculé à 670 \$[■] par mois, le salaire minimum n'est que de 352 \$ pour une semaine de travail de 40 heures[▼]. Si chaque salarié doit prendre deux semaines de congé par an, ceux-ci ne sont pas rémunérés. Il n'y a aucune indemnité pour les chômeurs ni aucun logement social. Même si les boulots informels atténuent le phénomène, en 2013, 4% de la population active était au chômage* et surtout 45% en chômage partiel*. L'industrie étant peu développée, les villes sont surtout des centres commerciaux. En effet, seules la capitale politique Quito (2,1 millions d'habitants[◀]), la capitale

économique Guayaquil (4 millions d'habitants[◀]) et Manta sont bien pourvues en industries. Les villes sont avant tout des centres commerciaux. Les marchés, qui vendent beaucoup de produits du terroir, en constituent l'ossature et le centre de vie. Dans certains restaurants de ceux-ci, on nous sert des portions de viande du porc que l'on a fait cuire d'un seul morceau sur place. À côté du système commercial formel, dominé par la mini-boutique, abondent les commerçants informels. Si un ménage newyorkais revenant chaque année dans son pays d'origine, l'Équateur, m'a fait part de son sentiment de voir la condition des Équatoriens s'améliorer d'année en année, la syndicaliste que j'ai rencontrée m'a dit que c'était au prix de leur endettement. Et aujourd'hui, le pays compte encore 18% de pauvres (vivant avec moins de 2,6 \$ par jour)*.



L'inégalité des sexes

Parmi les pauvres, on trouve beaucoup plus de femmes que d'hommes alors que celles-ci sont plus nombreuses à être passées par l'Université (14% d'entre elles contre 13% aux hommes*) : 70% des pauvres sont des femmes*. En effet, les femmes sont particulièrement touchées par le chômage : seules 33% d'entre elles en âge de travailler ont un emploi salarié[■]. Les salaires des femmes chefs de famille ne sont en moyenne que 74% de ceux des chefs de famille hommes*. Or, ces femmes-là sont nombreuses : 29% des chefs de famille sont des femmes*. Ce gros chiffre est sans doute lié à l'importance des violences conjugales. En effet, 6 femmes sur 10 ont été victimes d'un acte de violence durant leur vie[■]. Nombreuses à travailler dans le secteur informel, les femmes sont majoritaires dans l'agriculture : souvent le mari partant travailler à la ville quand la femme reste à entretenir la ferme. Avec l'influence de l'Église catholique, l'avortement n'est même pas autorisé en cas de viol. Ainsi, des femmes sont poursuivies pour avoir pratiqué un IVG : elles étaient, 58 dans ce cas en juillet 2015[■].

Une santé publique plutôt délaissée

Certes, les soins et les médicaments dans les hôpitaux publics sont gratuits pour tous. Mais ceux-ci sont sous-équipés et très mal fournis en médicaments. Ce qui les rend très peu efficaces, m'a expliqué la syndicaliste. De plus, on doit faire de longues queues avant de pouvoir s'y faire soigner. À noter que les Équatoriens fument très peu. Dans ces conditions, la situation sanitaire de l'Équateur est moyenne pour la région : en effet, si son taux de mortalité infantile (20‰[#]) est nettement inférieur à celui de la Bolivie (33‰[#]), il est supérieur à ceux de la Colombie (15‰[#]) et du Pérou (14‰[#]). Par ailleurs, si l'on compare ces chiffres avec ceux de 2006 (année de l'élection de Correa), ils ont nettement moins diminué en Équateur (de 1,1) que dans ces autres pays où ils ont respectivement baissé de 12,6, de 4,1 et de 7,2 points[▲].



Manifestation à Quito

Quand le mouvement indien passe dans l'opposition

Si aux élections de 2013 Correa a été confortablement réélu président de la République au premier tour avec 57% des voix* et si son parti, Alianza país, a remporté la majorité absolue au Parlement, en 2015 il doit faire face à une mobilisation des forces sociales qui le soutenaient au début de sa présidence. En effet, les mouvements indiens, les syndicats de salariés et autres mouvements sociaux estiment qu'il a renié ses engagements. Le dirigeant de la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur) que j'ai rencontré m'a expliqué toutes les raisons du mécontentement des Indiens. Ceux-ci revendiquent un enseignement bilingue (langue indienne et espagnol) prévu par la Constitution de 2008. Or, la politique scolaire de Correa consiste à fermer les écoles de 400 élèves pour les regrouper dans des écoles de 2 000 élèves. Ce qui provoque un problème de transport. Ainsi, en zones rurales, certains élèves sont obligés de marcher deux heures

par jour, m'a confié la présidente du Syndicat des enseignants que j'ai rencontrée. En effet, j'ai pu voir sur les routes ces longues marches que faisaient ces enfants pour se rendre à l'école. De plus ces « usines, ne peuvent que dépersonnaliser, tuer la culture, la langue et le communautarisme indiens. Or la Constitution reconnaît un État plurinational. En outre, la CONAIE revendique l'autonomie de territoires indiens munis d'un système judiciaire propre, reconnus par la Constitution. Elle réclame le développement de la médecine traditionnelle dans les établissements publics de soin. Alors que la Constitu-



Centre de Quito

tion prévoit la non-privatisation de l'eau, Correa a refusé de nationaliser les compagnies privées de ce secteur. Cette question avait déjà provoqué une longue marche organisée par la CONAIE en 2012. D'autres conflits concernant les mines à ciel ouvert, l'exploitation pétrolière et les barrages hydrauliques opposent les Indiens au président Correa. En effet, ces installations dépossèdent les Indiens de leurs terres et détériorent l'environnement. Par exemple le

projet du « ceinturon de cuivre » qui, dans la cordillère des Andes, consiste à exploiter ce minerai sur une immense zone s'étalant sur 400 km². La population indigène qui s'y oppose empêche sa réalisation en occupant le terrain depuis 2006. Ce genre de projet choque particulièrement les Indiens car il s'attaque à la Pachamama (terre-mère) qu'ils vénèrent et qui est aussi glorifiée dans le préambule de la Constitution. De plus, cette dernière prévoit la consultation des populations en cas d'ouverture de mines. Or, ce ne fut pas le cas. En 2014, eut lieu une autre longue marche contre l'industrie minière.

Suite à l'échec du projet de mise en réserve du pétrole de Yasuni, les indigènes d'Amazonie s'opposent à son exploitation qui, lui aussi, doit toucher un territoire immense : 1 000 km². Autre exemple : celui du projet de barrage à proximité de Chone qui doit inonder 6 000 ha de terres très fertiles et provoquer l'expulsion plus de 1 000 familles. La population s'y oppose depuis 2009.

Au sujet de ces grands projets, la Chine est dénoncée comme puissance impérialiste : en effet, 70% de ces grands projets signés par Correa l'ont été avec des compagnies chinoises. Au sujet de ces grands projets, la Chine est dénoncée comme puissance impérialiste : en effet, 70% de ces grands projets signés par Correa l'ont été avec des compagnies chinoises. Quant au Président de la République, il apparaît ainsi comme le défenseur du grand capital.



Quito

L'enseignement une priorité ?

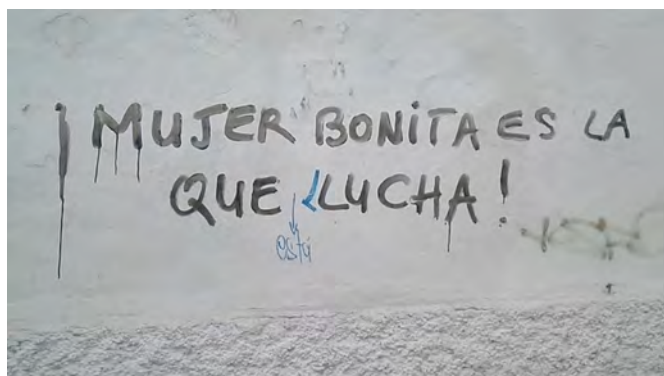
En matière d'éducation, la promesse initiale de Correa de faire passer le pourcentage du budget de l'Éducation par rapport au PIB de 3% à 6% (chiffre préconisé par l'ONU) en dix ans n'a pas été tenu. Pire, ce chiffre a rétrogradé à 2,9%. Si 99% des enfants sont scolarisés[‡], les effectifs des classes des écoles primaires sont excessifs (entre 45 et 50[■]) et on pratique la triple équipe dans les mêmes locaux : l'équipe le matin, celle de l'après-midi et celle de « nuit » pour les enfants qui travaillent. 6,5% des 5-14 ans en effet travaillent à la production* et

seulement la moitié d'entre eux sont scolarisés*. La mobilisation a empêché la fermeture des écoles de nuit que voulait le gouvernement de Correa. Alors que les salaires des enseignants restent bas (entre 650 et 1 500 \$ selon l'ancienneté), le gouvernement veut imposer chaque semaine à ceux-ci deux heures de travail sur place en plus des heures de cours. Alors que dans son projet « d'école pour le peuple », l'UNE (Union Nationale des Éducateurs) reprend les idées de la CONAIE, la présidente de ce syndicat me précise que les seules écoles où l'on pratique le bilinguisme sont celles qui ont été créées par les Indiens eux-mêmes à partir des années 1950. Parce que 20 000[■] de telles écoles communautaires ont ainsi été créées, l'État a fini par accepter de les financer. Mais une partie d'entre elles ont aujourd'hui fermé.

La mobilisation sociale

Aux causes déjà citées du mécontentement indien, il faut ajouter le coût de la vie et l'absence de politique en faveur de la souveraineté alimentaire qui est pourtant prévue par la Constitution. Toutes ces causes expliquent le succès de la longue marche, réalisée par les manifestants indiens entre les 3 et 13 août 2015 et menant du Sud du pays à Quito. Elle a réuni autour d'un millier de manifestants. Un des principaux slogans était « Correa démission ». Une fois arrivés dans la capitale, les marcheurs se sont joints à la manifestation du 13 août des autres mouvements sociaux. Ceux-ci comprenaient notamment la FUT (Front Unitaire des Travailleurs) qui a lancé ce jour-là un mot d'ordre de grève nationale. C'est le premier mouvement de cette ampleur depuis que Correa est président. La FUT, dont j'ai rencontré une de ses composantes (la Confédération des Travailleurs Equatoriens) critique le fait que le gouvernement ne veuille plus financer 40% des pensions de retraite alors que c'est écrit dans la Constitution ; elle s'oppose aussi au projet de loi qui étend la période d'essai des contrats de travail à trois mois. Ce rassemblement était également appelé par l'UNE et par la FEUE (Fédération des Étudiants Universitaires d'Équateur) qui, elle, protestait contre la sélection à l'entrée à l'Université que veut renforcer Correa. Ce mouvement social s'oppose également au projet d'impôts nouveaux (sur les héritages et les plus-values) même si ses membres ne seront pas les plus touchés, le gouvernement étant à cours d'argent depuis la chute des cours du pétrole. Le traité de libre-échange signé par Correa avec l'Union Européenne est également vilipendé. Par ailleurs, le salaire minimum n'a jamais vu son pouvoir d'achat augmenter depuis que Correa est président[♥]. L'ensemble de ces manifestants protestait aussi contre les nouvelles lois pénales

qui criminalisent les militants et donnent la possibilité au gouvernement de liquider des organisations sociales. L'autoritarisme de Correa, la corruption du régime et la répression des militants, accusés de terrorisme, sont dénoncés. Durant mon séjour, une Commission nationale anticorruption a été créée à l'initiative d'un Collectif unitaire de travailleurs. Les opposants dénoncent aussi le projet de révision de Constitution que Correa veut faire passer et pour lui permettre de solliciter un troisième mandat présidentiel. La manifestation du 13 août à Quito, comme d'autres, a été marquée par des affrontements entre les manifestants et la police. Il y eut de nombreuses arrestations : 111 manifestants sont poursuivis en justice[▼] et 61 sont en détention préventive[▼]. Ainsi, un certain nombre de militants croupissent dans les prisons. Lors d'autres manifestations, plusieurs militants de la CONAIE ont été tués par la police. Or, la Constitution prévoit le droit à la résistance. Autant dire que Correa « s'assoit » sur elle.



Durant mon séjour en Équateur, les manifestations étaient perpétuelles. On sortait alors de la trêve provoquée par la venue du Pape dans le pays. Par exemple, j'ai assisté dans le centre de Quito à la manifestation des salariés du secteur culturel de la municipalité, protestant contre leur licenciement par le Maire de tendance opposition de droite à Correa. Il faut savoir qu'en plus de l'opposition populaire,

Correa doit faire face à l'opposition de droite qui a occupé le pouvoir avant lui. Cependant, certains syndicats de salariés, comme celui de l'électricité, le soutiennent. Les murs des villes sont beaucoup recouverts par des inscriptions politiques à la peinture. En plus de « Correa fuera » (Correa dehors), celles-ci réclament, par exemple, le droit à l'avortement. Les Équatoriens sont nettement plus politisés que les Colombiens. En Équateur la presse est beaucoup plus intéressante et beaucoup plus achetée qu'en Colombie.

Aux élections régionales de 2014, Alianza Pais a subi un revers électoral, ne remportant l'élection que de 8 Préfets sur 23.

La crise financière liée à la chute des cours du pétrole et le raidissement de la politique de Correa vont-ils ramener le cours de l'histoire 15 ans en arrière ?

Septembre 2015

Jean-François Le Dizès

Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

Sources chiffrées

UNICEF

* « Ecuador, su realidad », édition 2013-2014 de Lola Vásquez et Napoleón Salto, édition Edgar Tello, Colombie 2013.

▼ CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur)

■ Le syndicat UNE (Union Nationale des Éducateurs).

• « La restauración conservadora del correísmo » de différents auteurs, éditions Juan Cuvi, Colombie 2014.

■ Confédération des femmes équatoriennes pour le changement

▼ Confédération des Travailleurs d'Équateur

▲ Wikipédia

▲ La source des chiffres de 2006 est l'état du monde 2008, éditions La Découverte

Gauche Alternative mensuel d'Ensemble-Isère
 ISSN 0998-84 67
 n° de CPPAP : 0517 P 10 865
 42 rue Saint-Laurent
 38 000 Grenoble.
 Tel. 04 76 24 13 31
Directeur de publication :
 Jean-François Le Dizès
 Tirage : 350 exemplaires
 Impression : Euro-Prim 47 avenue
 Alsace Lorraine
 38 000 Grenoble
 Courriel : contact@ensemble-isere.org
 Site : ensemble-isere.org

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 euros

Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)

Abonnement de soutien à partir de 20 euros

Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel.

Courriel:

Calendrier

Quand	Quoi	Où	
<i>Jeudi 8 octobre</i>	Dans le cadre de la campagne des élections régionales, le rassemblement Ensemble-EELV, PG-Nouvelle Donne organise un Café citoyen sur le thème de l' éducation	Grenoble	
<i>Jeudi 8 octobre, de 18h30</i>	Projection-débat « La Françafrique, c'est pas du cinéma ! », organisée par Survie	EVE campus de Saint-Martin d'Hères	
<i>Vendredi 9 octobre 18h30</i>	Manifestation à l'occasion du passage à Grenoble des Marches européennes contre l'austérité	Départ : Hôtel-de-ville de Grenoble	
<i>Samedi 10 octobre 15 h</i>	Marche de solidarité avec les demandeurs d'asile et les sans papier , organisée par la CISEM	Départ : parc Mistral Grenoble	
<i>Lundi 12 octobre 19 h</i>	Débat public sur « la réduction du temps de travail » avec Stéphanie Treillet, économiste à ATTAC, organisé par un collectif large comprenant la CGT, Ensemble, EELV, le PC, le PG, Osez le féminisme...	Maison du Tourisme Grenoble	
<i>Mardi 13 octobre 19h</i>	Conférence-débat sur « Burkina Faso, focus sur un pays en ébullition », avec Thomas Noiroit organisée par Survie	Maison de la Nature et de l'Environnement Grenoble	
<i>Mercredi 14 octobre 20h15</i>	Projection-débat sur le film « Le silence des nanos » de Julien Colin, organisée par les Amis du Monde Diplomatique	Maison des Associations Grenoble	
<i>Jeudi 15 octobre 20h</i>	Dans le cadre de la campagne des élections régionales, le rassemblement Ensemble-EELV, PG-Nouvelle Donne organise un Café citoyen sur le thème de l' économie	Salle Boris Vian Crolles	
<i>Jeudi 15 octobre 20h</i>	Atelier de formation sur les dangers des transports de matières nucléaires , organisé par « Sortir du nucléaire 38 »	Maison des Associations Grenoble	
<i>Samedi 17 octobre 18h</i>	Marche en hommage aux Algériens massacrés à Paris le 17 octobre 1961, organisée par un Collectif d'organisations	Départ : place Edmond Arnaud Grenoble	
<i>Samedi 24 octobre 17h</i>	Projection du film « Les maux du travail » de Michel Szempruch	Salle Juliette Berto Grenoble	
<i>Jeudi 5 novembre 20h</i>	Conférence-débat sur « la gratuité » avec Paul Ariès, organisée par le Collectif pour la Gratuité des Transports Publics de l'Agglomération Grenobloise	Salle Fernand Texier St-Martin d'Hères	
<i>Mardi 10, 20h30</i>	Festival Climat	Projection-débat avec le film « Sacrée croissance », animée par le CCFD et Terre Solidaire	Centre culturel Lans en Vercors
<i>Jeudi 12 ;20h</i>		Rencontre participative sur « Quelle adaptation sur le plateau du Vercors »	Salle des fêtes d'Autran
<i>Mardi 17 novembre 20h</i>	Conférence-débat sur « L'après-printemps arabe au Moyen-Orient : quelle expression, quelles résistances » avec Gilbert Achcar, organisée par le CIIP et Iran-Solidarité	Maison des Associations Grenoble	
<i>Samedi 21 novembre à partir de 14h</i>	« Dix heures pour la Palestine », organisées par le Collectif isérois pour la Palestine	Centre Œcuménique St-Marc Grenoble	

Des Alternatifs à Ensemble

En France, comme en Isère, les Alternatifs se sont fondus dans « Ensemble ». « Gauche alternative » devient donc, à partir du numéro d'octobre 2015, le journal d'Ensemble-Isère.

Jean-François Le Dizès

Ont participé à ce numéro : Denis Bagarry, Jo Briant, Armand Creus, Doudou, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Noelle Thorent et Guy Tuscher